

COMMUNE DE PAGNY-SUR-MEUSE

Plan Local d'Urbanisme

DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

Notice de présentation

*Implantation d'une station-service
d'hydrogène vert par l'entreprise Distry*

« Vu pour être annexé à la délibération du ... approuvant la mise en compatibilité n°2 du PLU emportée par la déclaration de projet relative à la création d'une station-service d'hydrogène vert par l'entreprise DISTRY. »

Fait à Pagny-sur-Meuse,
Le Maire



Nord-Est Géo Environnement
123, Rue Mac Mahon
54000 Nancy

Tel : 06.58.70.22.54 / 06.41.97.04.61
Mail : nege.associates@gmail.com



Commercy Void Vaucouleurs
Communauté de Communes



SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	2
LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU.....	5
1) Procédure	5
2) Constitution du dossier	5
CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES COMMERCEY-VOID-VAUCOULEURS.....	6
1) Situation de la Communauté de communes Commercey Void Vaucouleurs.....	6
2) Situation géographique de Pagny-sur-Meuse	7
3) Contexte agricole de Pagny-sur-Meuse	8
4) Contexte environnemental de Pagny-sur-Meuse.....	10
5) Risques naturels et anthropiques	16
LE PROJET D'INSTALLATION D'UNE STATION-SERVICE D'HYDROGÈNE VERT	21
1) Contexte	21
2) Justification de l'intérêt général.....	23
3) Description du projet	24
4) Modification du PLU	28
LES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	31
1) L'objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU..	33
2) Incidences sur les zones NATURA2000	36
3) Mesures pour éviter et réduire les effets négatifs du projet sur les zones NATURA 2000	40
• Incidences indirectes sur les habitats biologiques.....	40
• Incidences indirectes sur la qualité des habitats biologiques.....	40
• Incidences sur les espèces l'intérêt communautaire	40
4) Conclusions des incidences sur les objectifs de conservation.....	41
5) Mesures pour compenser les effets négatifs du projet sur les zones Natura 2000	42
6) Incidences environnementales	42
7) Incidences sur le milieu physique	44

PRÉAMBULE

La commune de Pagny-sur-Meuse possède un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 4 mars 2020.

L'objectif de la présente procédure d'évolution du PLU est de permettre l'implantation d'une station-service d'hydrogène vert à destination principalement des poids lourds.

Ce projet nécessite de faire évoluer le document puisqu'une partie de la parcelle concernée par le projet est classée en zone Agricole. En l'état, ce zonage ne permet pas l'implantation du projet.

Pour permettre la réalisation de ce projet, qui consiste à classer 7 000m² de terrains agricoles en zone économique (zone UX), une procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet est nécessaire.

Cette procédure est utilisée lorsque le PLU nécessite une mise en compatibilité avec une procédure public ou privé présentant un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général (...). De fait, cette procédure est établie conformément aux dispositions des **articles L.153-49 et suivants du Code de l'urbanisme.**

Le cadre législatif et réglementaire de la procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet :

Article L.153-54 du Code de l'Urbanisme :

« Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint. »

Article L.153-55 du Code de l'Urbanisme :

« Le projet de mise en compatibilité est soumis à une enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

1° Par l'autorité administrative compétente de l'Etat :

a) Lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise ;

b) Lorsqu'une déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

c) Lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ou une personne publique autre que l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

2° Par le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire dans les autres cas.

Lorsque le projet de mise en compatibilité d'un plan local d'urbanisme intercommunal ne concerne que certaines communes, l'enquête publique peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. »

Article L.153-56 du Code de l'Urbanisme :

Lorsque la mise en compatibilité est requise pour permettre la déclaration d'utilité publique d'un projet, ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée, le plan local d'urbanisme ne peut pas faire l'objet d'une modification ou d'une révision portant sur les dispositions faisant l'objet de la mise en compatibilité entre l'ouverture de l'enquête publique et la décision procédant à la mise en compatibilité.

Article L.153-57 du Code de l'Urbanisme :

A l'issue de l'enquête publique, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune :

1° Emet un avis lorsqu'une déclaration d'utilité publique est requise, lorsque la déclaration de projet est adoptée par l'Etat ou lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat. Cet avis est réputé favorable s'il n'est pas émis dans le délai de deux mois ;

2° Décide la mise en compatibilité du plan dans les autres cas.

Article L.153-58 du Code de l'Urbanisme :

La proposition de mise en compatibilité du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête est approuvée :

1° Par la déclaration d'utilité publique, lorsque celle-ci est requise ;

2° Par la déclaration de projet lorsqu'elle est adoptée par l'Etat ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune ;

3° Par arrêté préfectoral lorsqu'une procédure intégrée mentionnée à l'article L. 300-6-1 est engagée par l'Etat ;

4° Par délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou du conseil municipal dans les autres cas. A défaut de délibération dans un délai de deux mois à compter de la réception par l'établissement public ou la commune de l'avis du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête, la mise en compatibilité est approuvée par arrêté préfectoral.

Article L.153-59 du Code de l'Urbanisme :

L'acte de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune, mettant en compatibilité le plan local d'urbanisme devient exécutoire dans les conditions définies aux articles L. 153-25 et L. 153-26.

Dans les autres cas, la décision de mise en compatibilité devient exécutoire dès l'exécution de l'ensemble des formalités de publication et d'affichage. Lorsqu'une déclaration de projet nécessite à la fois une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme et du schéma de cohérence territoriale, la mise en compatibilité du plan devient exécutoire à la date d'entrée en vigueur de la mise en compatibilité du schéma.

La procédure de mise en compatibilité du PLU avec une déclaration de projet est soumise à enquête publique.

Deux procédures menées parallèlement :

La Communauté de Communes mène parallèlement deux procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Pagny-sur-Meuse et concernant toutes les deux la zone d'activités Les Herbues :

- Cette présente déclaration de projet,
- Une seconde déclaration concernant l'agrandissement de l'entreprise SODEL sur les parcelles ZI 135 et 137 pour une surface totale de 1,9ha. Ces parcelles ont été classées en zone agricole dans la précédente version du PLU et cette procédure a donc pour objectif de les reclasser en zone UX.

LA DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU

1) Procédure

Le PLU peut évoluer dans le cadre de procédures encadrées par le code de l'urbanisme. Celles-ci sont utilisées en fonction de la nature des évolutions du PLU concernées.

Lorsque l'évolution du PLU a pour objet de permettre la réalisation d'un projet (public ou privé) d'intérêt général, la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU peut être engagée.

Elle permet de faire évoluer la règle du document d'urbanisme pour qu'un projet d'intérêt général, qui n'est pas totalement conforme à la règle d'urbanisme en vigueur, puisse être réalisé.

2) Constitution du dossier

La mise en œuvre de la procédure de mise en compatibilité suppose la constitution d'un dossier présentant les modifications à apporter au PLU. Le dossier doit comprendre :

Une notice qui :

- Présente le projet
- Justifie le recours à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU
- Présente le projet
- énumère toutes les modifications envisagées,
- précise les motifs des changements engagés,
- justifie le recours à la procédure de mise en compatibilité,
- présente les évolutions nécessaires des différentes pièces du PLU (règlement écrit et/ou graphique, OAP, liste des emplacements réservés) avant/après,

Les différentes pièces (règlement écrit et/ou graphique, OAP, liste des emplacements réservés) après modification.

CONTEXTE GÉNÉRAL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES COMMERCEY-VOID-VAUCOULEURS

1) Situation de la Communauté de communes Commercey Void Vaucouleurs

La Communauté de Communes de Commercey-Void-Vaucouleurs est née, le 1er janvier 2017, du rapprochement des 3 Communauté de Communes de Commercey, de Void-Vacon et du Val des Couleurs. Composée de 54 communes, elle est située au cœur de la Région Grand-Est. Parcourue du Sud vers le nord par la Meuse, elle bénéficie d'une situation géographique avantageuse et d'axes de transport performants. Citons notamment l'axe Nord-Sud avec la RD964, l'axe Est-Ouest avec la RN4, axe majeur du Grand-Est de la France et la voie ferrée qui s'arrête en gare de Commercey. Le territoire est tourné vers Bar-le-Duc à l'Ouest, Toul-Nancy à l'Est et Neufchâteau pour sa partie la plus au Sud.

Son évolution démographique récente est contrastée et suit l'évolution départementale. Elle gagne des habitants pour la période 1999-2010, mais décroît à nouveau entre 2010 et 2015 pour atteindre 23 037 habitants. Néanmoins, cette évolution est très contrastée entre les communes.

La Communauté de Communes compte 3 polarités hétérogènes :

L'ensemble Commercey (5 826 habitants) – Euville (1 681 habitants) – Lérouville (1 465 habitants) et Vignot (1 300 habitants) accueille près de 45% de la population intercommunale. Cette polarité est en profonde mutation, à la suite d'un déclin industrielle et du départ de ses militaires en 2013. Elle a perdu 10% de sa population en 5 ans. Cependant, grâce à la forte mobilisation politique et à un accompagnement financier de l'État, il semblerait que Commercey soit en train d'enrayer cette spirale négative.

Void-Vacon (1 644 habitants) – Sorcy-Saint-Martin (1 090 habitants) – Pagny-sur-Meuse (1 028 habitants) accueillent 16% de la population intercommunale. Elles bénéficient du passage de la RN4 pour être attractives. Ces communes se sont considérablement étendues depuis les années 1980 avec la construction de nombreuses zones pavillonnaires. Cette polarité voit sa population croître entre 2010 et 2015, une exception dans le paysage meusien.

Vaucouleurs est une commune plus isolée qui a perdu près de 20% de sa population depuis le début des années 1990 pour compter en 2015, 1 976 habitants. Connue pour être le point de départ de Jeanne d'Arc vers Chinon, c'est un pôle relais pour les communes qui l'entourent. Elle accueille de nombreux services (Gendarmerie, Pompiers, collège, etc.) et commerces (Intermarché, Cercle Vert, etc.).

Au niveau économique, le territoire est hétérogène. Le Nord autour de Commercy, vit notamment du nouveau dynamisme lié à l'arrivée de nouvelles activités comme SAFRAN ou encore à la fabrication de la très célèbre Madeleine de Commercy. Le centre accueille des carrières d'extraction de calcaires impressionnantes.

L'ensemble du territoire bénéficie de nombreux atouts paysagers autour de la magnifique vallée de la Meuse, de son patrimoine remarquable constitué de nombreux châteaux (Commercy, Vaucouleurs, Maxey-sur-Vaise, Taillancourt, etc.) lié à son histoire qui l'est tout autant.

La communauté de communes possède plusieurs compétences sur le territoire : habitat, scolaire et périscolaire, traitement des déchets, action sociale, tourisme, etc. Disposant de la compétence développement économique, elle est considérée comme responsable du projet et mène la déclaration de projet emportant mise en compatibilité.

2) Situation géographique de Pagny-sur-Meuse

Située au Sud-Est du département de la Meuse, la commune de Pagny-sur-Meuse se trouve en bordure directe de la Meurthe-et-Moselle et est membre de la Communauté de Communes de Commercy-Void-Vaucouleurs.

Pagny-sur-Meuse est située à 15 km de Commercy et Vaucouleurs, à 18 km de Toul, à 38 km de Nancy et à 50 km de Bar-le-Duc.

Les communes limitrophes de Pagny-sur-Meuse sont :

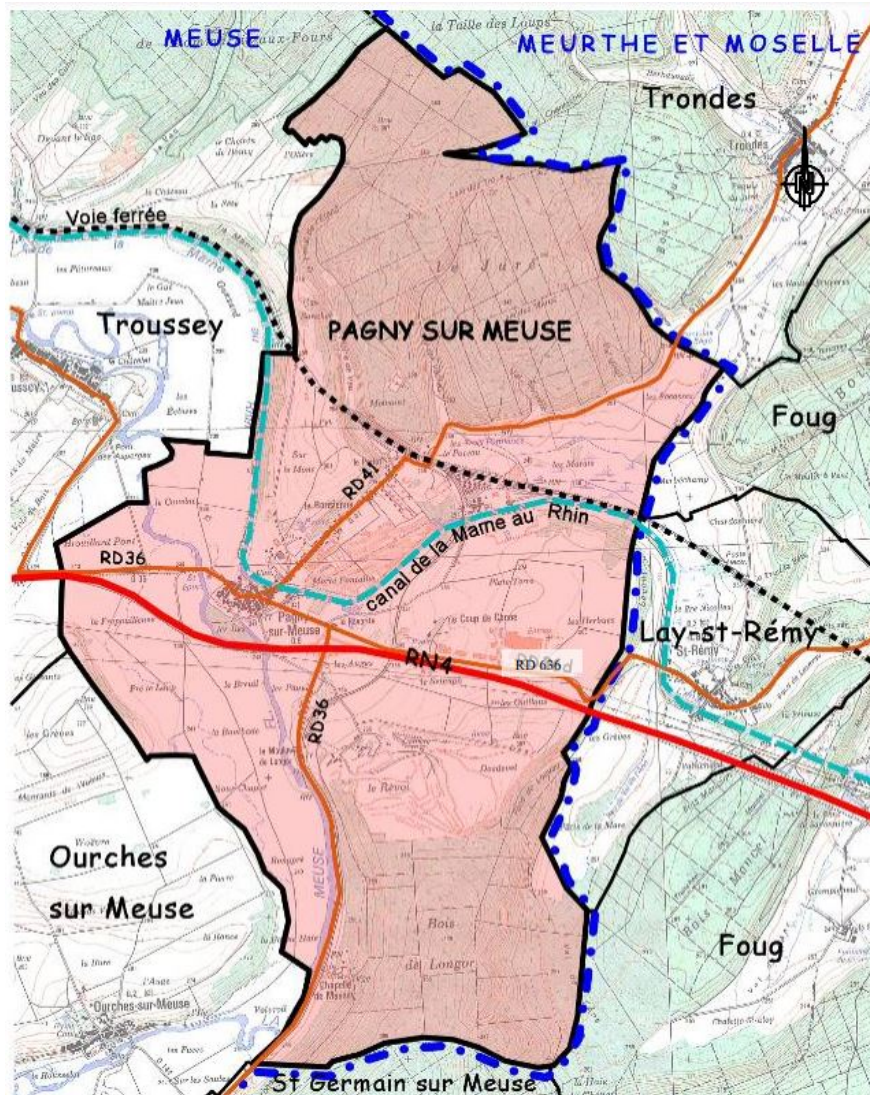
- Troussey,
- Ourches-sur-Meuse,
- Saint-Germain-sur-Meuse,
- Foug,
- Lay-Saint-Rémy,
- Trondes.

La commune est bien desservie par le réseau routier puisqu'elle est traversée d'est en ouest par un axe structurant, d'importance nationale : la RN4. Il s'agit de l'axe de fret le plus important entre Paris et Strasbourg. Il existe un échangeur pour l'accès au bourg à l'Est de la commune.

Des axes secondaires permettent la liaison avec les territoires voisins notamment la RD41 menant vers Trondes et la Meurthe-et-Moselle et la RD36 menant vers Troussey puis vers Saint-Germain-sur-Meuse et Vaucouleurs.

Par ailleurs, la commune est desservie par une ligne ferroviaire (ligne Nancy-Paris) et

est traversée par le canal de la Marne au Rhin.



Source : Carte issue du rapport de présentation du PLU de Pagny-sur-Meuse.

Le territoire s'étend sur 1 881 ha. La commune recense 1 015 habitants en 2018 selon les dernières données disponibles de l'INSEE. C'est une commune moyennement urbanisée qui présente une densité de population faible (54 habitants/km²).

La commune est composée d'un cœur historique, d'extensions types pavillonnaire et de zones d'activités.

3) Contexte agricole de Pagny-sur-Meuse

Une seule exploitation agricole est présente sur la commune dont les principaux bâtiments sont implantés au sommet du promontoire de Pagny-sur-Meuse (celle-ci figure parmi les ICPE).

Concernant les espaces agricoles ils sont principalement situés sur la partie est et centre du ban communal.



Source : geoportail.gouv.fr, données de la PAC 2019.

La parcelle concernée par le projet n'est pas concernée par un classement à la PAC. En effet, il s'agit d'un terrain plateformé.



Source : geoportail.gouv.fr, données de la PAC 2019.

4) Contexte environnemental de Pagny-sur-Meuse

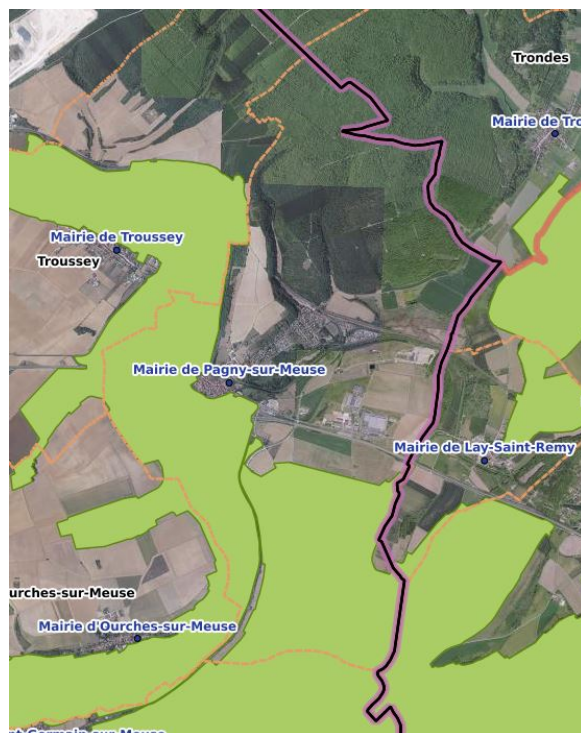
La commune est située sur la bordure orientale du Bassin Parisien, formé d'une série de côtes parallèles séparées entre elles par des dépressions plus ou moins larges dans lesquelles sillonnent des rivières, dont la Meuse.

La commune se situe géographiquement au sein du plateau du Barrois.

Les cours d'eau présents sur le territoire de Pagny sur Meuse sont : La Meuse, Le canal du Moulin de Pagny, Le canal du Moulin de Longor, Le ruisseau des Marais, Le ruisseau des Trois Fontaines, Le ruisseau de la Bruyère ou de Merbéchamp et Le ruisseau de la Fontaine de Massey.

Pagny-sur-Meuse possède un milieu naturel très riche et des milieux sensibles :

- ❖ Le ban communal est concerné par deux **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 2** correspondant à un secteur naturel riche et peu modifié, qui offre des potentialités biologiques importantes situées dans la vallée de la Meuse de Saint-Mihiel à Commercy :
 - **La ZNIEFF de type 2 n°410010381 « Vallée de la Meuse »**
 - **La ZNIEFF de type 2 n°410030460 « Côtes du Toulais »**



En vert les ZNIEFF de type 2 (Source : Geoportail.fr)

Le site du projet n'est pas couvert par une ZNIEFF de type 2.

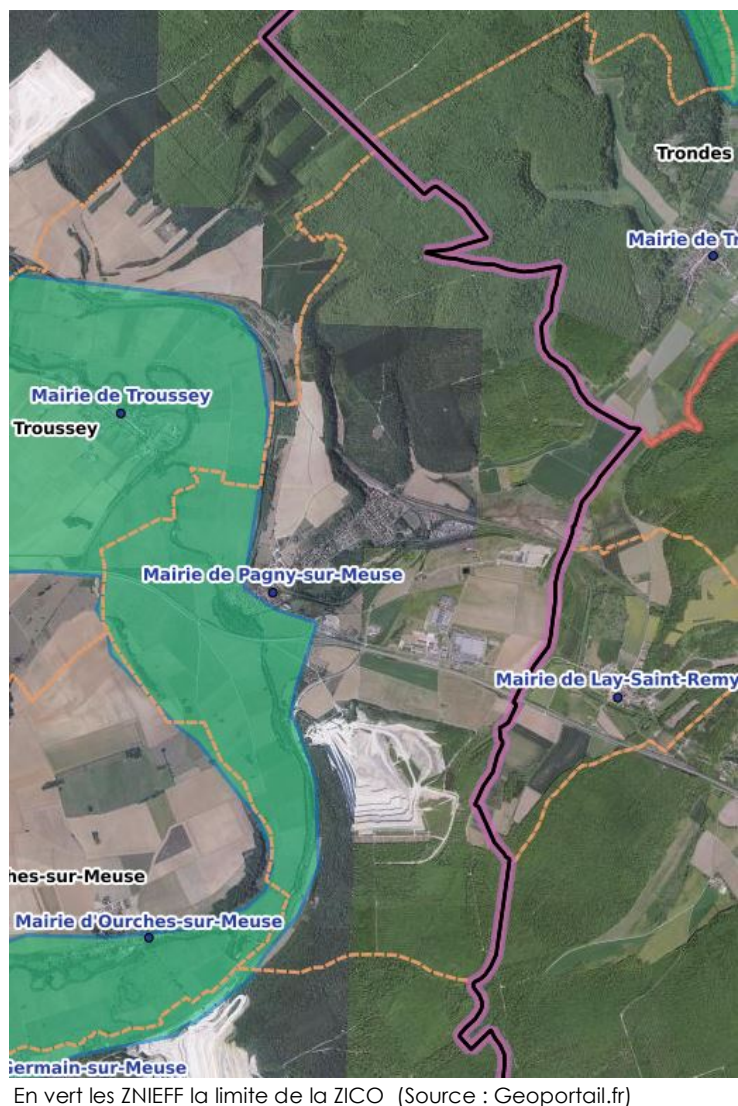
- ❖ Le ban communal est concerné par trois **Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1** résultant d'un inventaire national de richesses naturelles du département :
 - **La ZNIEFF de type 1 n°4100001868 « Vallée de la Meuse entre Troussey et Void-Vacon »,**
 - **La ZNIEFF de type 1 n°4100008796 « Forêts communales entre Pagny-sur-Meuse et Blenod-lès-Toul »,**
 - **La ZNIEFF de type 1 n°4100000451 « Marais de Lay-Saint-Remy et Pagny-sur-Meuse ».**



En vert les ZNIEFF de type 1 (Source : Geoportail.fr)

Le site du projet n'est pas couvert par une ZNIEFF de type 1.

- ❖ La commune de Pagny-sur-Meuse est concernée par **une Zone d'intérêt Communautaire pour les Oiseaux**. Les ZICO correspondent à des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire ou européenne. L'appellation ZICO ne confère pas de protection réglementaire. Le classement d'une zone en ZICO se traduit par l'élaboration d'un inventaire des espèces présentes sur la zone. La Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux de la vallée de la Meuse (zone LE04).



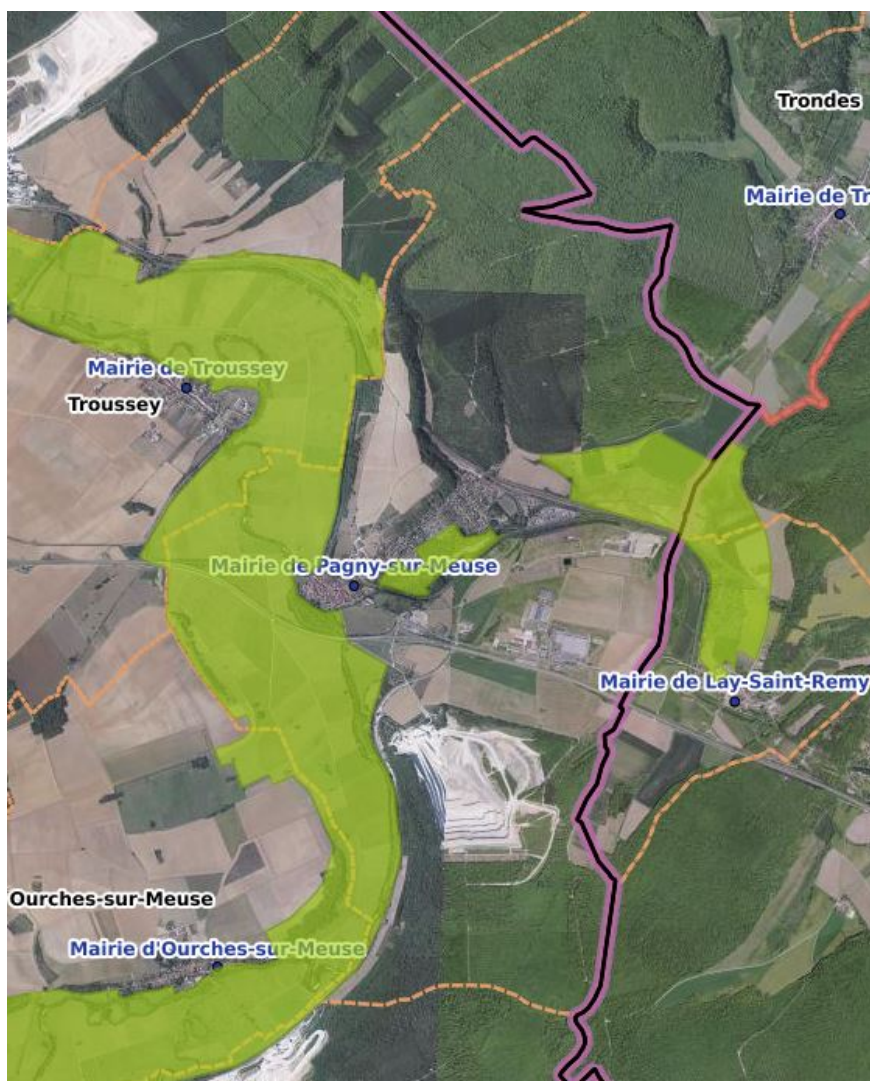
Le site du projet n'est pas couvert par la ZICO.

- ❖ La commune de Pagny-sur-Meuse est concernée par **des Espaces Naturels Sensibles (ENS)** : deux vallons du Bois le Juré, prairies MOSANES entre Ourches et Pagny, carrière du Revoi à Pagny sur Meuse, virage ancienne N4, marais de Pagny-sur-Meuse et Vallée de la Meuse.

Le site du projet n'est pas couvert par ENS.

- ❖ **Natura 2000 de la directive « Oiseaux »** ; les Zones de Protection Spéciale (ZPS) désignent les sites qui sont les plus appropriés pour la conservation des espèces d'oiseaux les plus menacées. La commune est concernée par deux sites NATURA 2000 réparties sur trois secteurs :
 - **Le site NATURA 2000 dont l'identifiant est FR4112008 « Vallée de la Meuse » qui traverse l'ouest du ban communal,**

- Le site NATURA 2000 dont l'identifiant est FR4110061 « Marais de Pagny-sur-Meuse) qui se situe au centre du ban communal, à proximité du centre urbanisé, ainsi qu'à l'est.



En vert les zones NATURA 2000 issues de la directive oiseaux (Source : Geoportail.fr)

- ❖ **Natura 2000 de la directive « habitats »** ; La directive "habitats" du 21 mai 1992 de la Commission Européenne a mis en place une politique de conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvage afin d'assurer le maintien de la biodiversité sur le territoire européen. Les zones d'habitat d'intérêt européen abritant les espèces énumérées dans les annexes de la directive doivent faire l'objet d'une protection et d'une gestion visant à maintenir des milieux propres au développement ou à la survie de ces espèces par deux sites NATURA 2000 réparties sur trois secteurs :
 - Le site NATURA 2000 dont l'identifiant est FR4100236 « Vallée de la Meuse secteur Sorcy Saint-Martin » qui traverse l'ouest du ban communal,
 - Le site NATURA 2000 dont l'identifiant est FR4100216 « Marais de Pagny-sur-Meuse) qui se situe au centre du ban communal, à proximité du

centre urbanisé, ainsi qu'à l'est. Le secteur d'intérêt écologique majeur occupe 45 hectares sur la commune de Pagny-sur-Meuse et se compose d'une tourbière alcaline.



En jaune les zones NATURA 2000 issues de la directive habitats (Source : Geoportail.fr)

Le site du projet n'est pas couvert par une zone NATURA2000.

❖ Les zones humides

Depuis de nombreuses années, les zones humides ont été supprimées ou asséchées au profit de zones agricoles ou du développement urbain. Ces fortes pressions anthropiques ont par conséquent réduit considérablement leur superficie à l'échelle nationale. Pourtant, elles remplissent de nombreuses fonctions : biologiques, hydrologiques, économiques, voire socioculturelles, jugées très importantes par la société actuelle. Afin de préserver ces surfaces, des dispositions internationales (Convention de Ramsar de 1971) puis nationales ont été mises en place pour définir et protéger les zones humides remarquables. Les zones à dominante humide sont caractérisées par la DREAL Grand-Est. Elles correspondent à des zones où il y a une

forte potentialité de zone humide, basée sur des critères pédologiques, géologiques, topographiques, de drainage ainsi que des critères de surfaces d'érosions.



Source : ZPH, Carmen.

La carte des zones potentiellement humide a été réalisée par le CEREMA Est pour la DREAL Grand Est sur l'emprise de l'ex-région Lorraine. Elle résulte d'un travail de modélisation au 1/25 000e par superposition de 8 masques, pondérés entre 1 et 3 selon l'échelle et la pertinence des données utilisées : topographie, cartes d'État-Major, hydrographie, inondations, remontée de nappe, indice de persistance et de développement des réseaux, pédologie, géologie. L'échelle de ces données varie entre 1/25 000e et 1/250 000e. la carte des zones potentiellement humides présente un découpage régional final en trois types de zones : zones à potentiel humide faible, moyen ou fort.

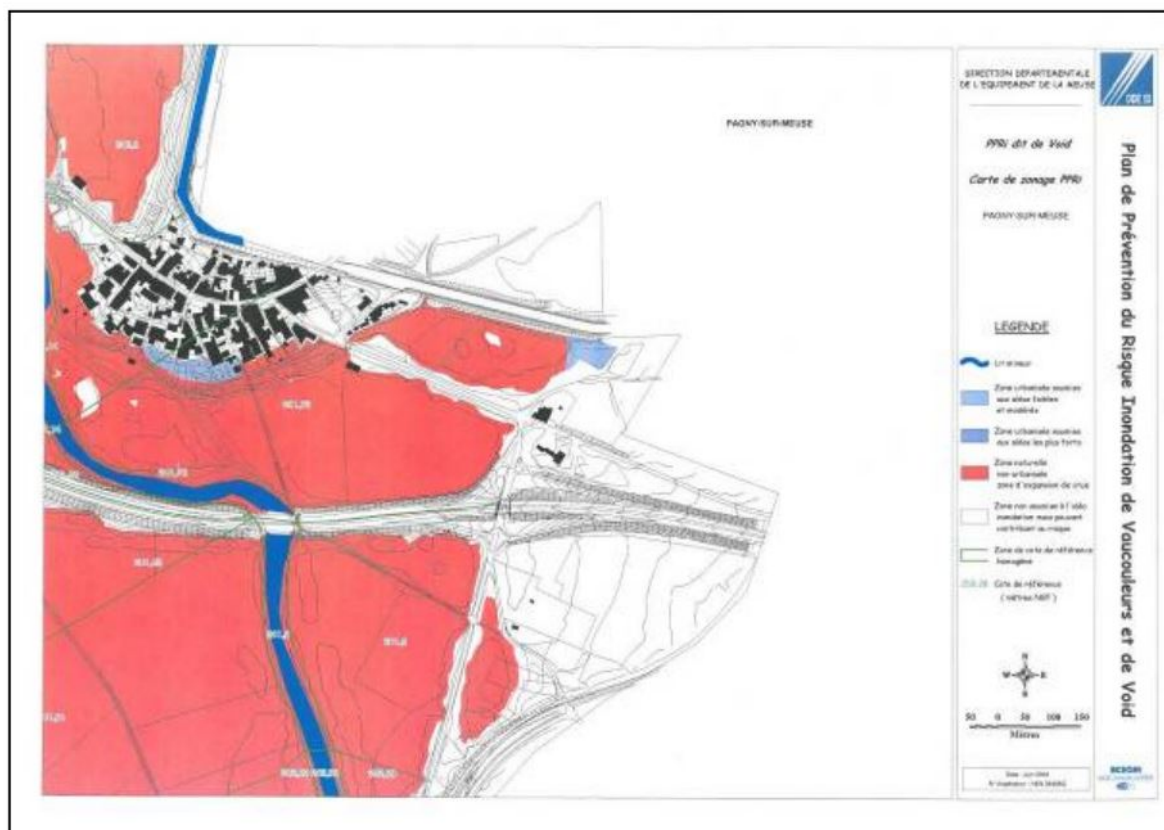
Le site du projet est situé en zone de sensibilité faible.

5) Risques naturels et anthropiques

Le risque inondation :

La commune est concernée par le Plan de Prévention des Risques de la Meuse. Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des

biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Carte du PPRI du secteur Void-Vacon

Le site du projet n'est pas concerné par une zone inondable au titre du PPRI de la Meuse.

La commune est couverte par un PGRI approuvé par arrêté du Préfet coordonnateur de bassin n°2015-384 en date du 30 novembre 2015. Les plans de gestion des risques d'inondation (PGRI) Rhin et Meuse sont conçus pour devenir les documents de référence de la gestion des inondations pour le Grand Est (Lorraine, Alsace, Champagne-Ardenne en partie) pour la période 2016-2021. Ils représentent l'aboutissement de la mise en œuvre de la directive inondation de 2007 décidée suite aux crues catastrophiques en Europe centrale lors de l'été 2002. En fixant des objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les moyens d'y parvenir, les PGRI visent à réduire les conséquences humaines et économiques des inondations. Les PGRI sont élaborés par l'Etat avec les parties prenantes associées au sein des instances du comité de bassin. Ce sont des documents officiels. Ils sont opposables à l'administration et à ses décisions. Ils ont une portée directe sur les documents d'urbanisme, les plans de prévention des risques d'inondation, les programmes et décisions administratives dans le domaine de l'eau.

Les cavités souterraines : 4 cavités sont recensées sur la commune. Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.



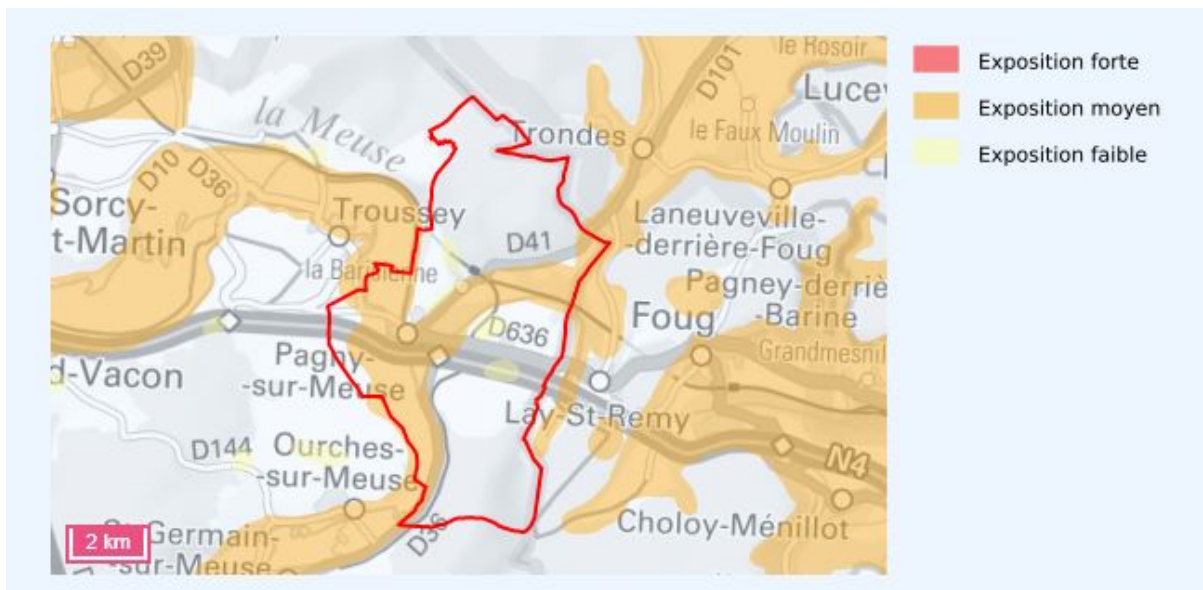
Source : georisques.gouv.fr

Retrait-gonflement des argiles : La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

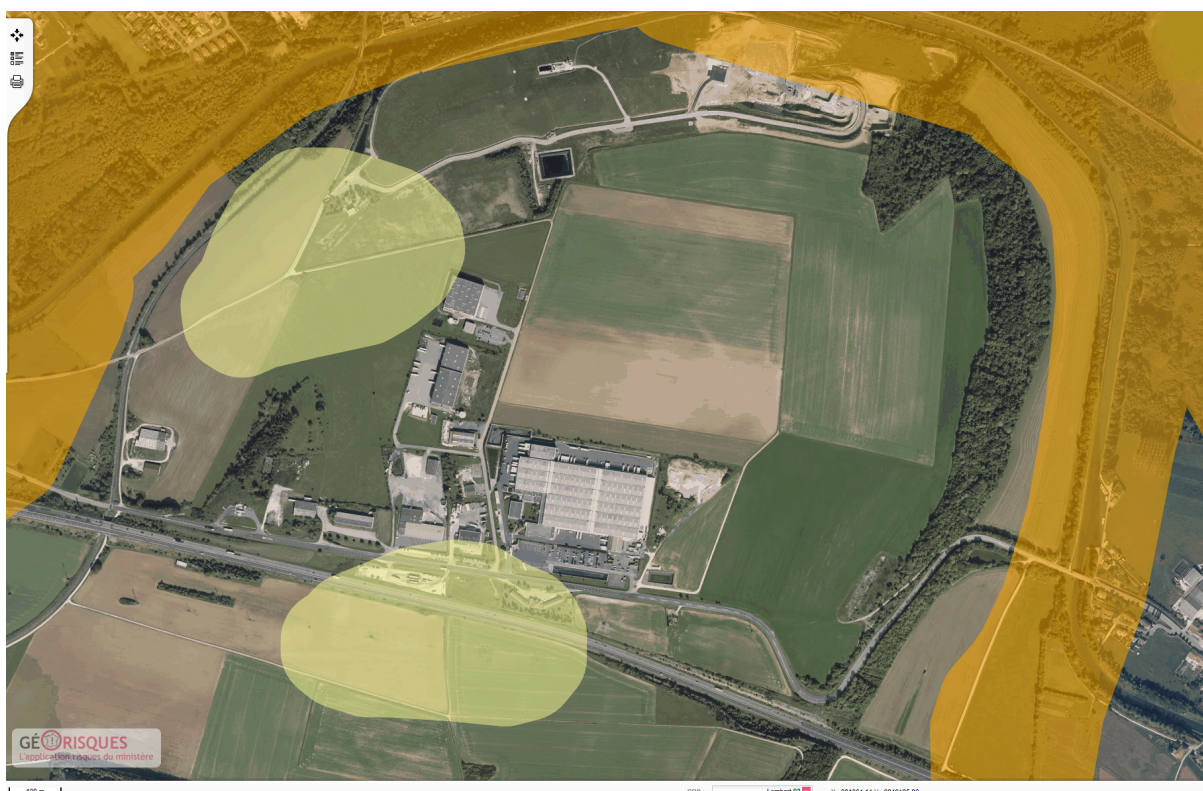
- > Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ».
- > Un déficit en eau provoquera un assèchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).

La commune est concernée par une exposition faible à moyenne.



Source : georisques.gouv.fr

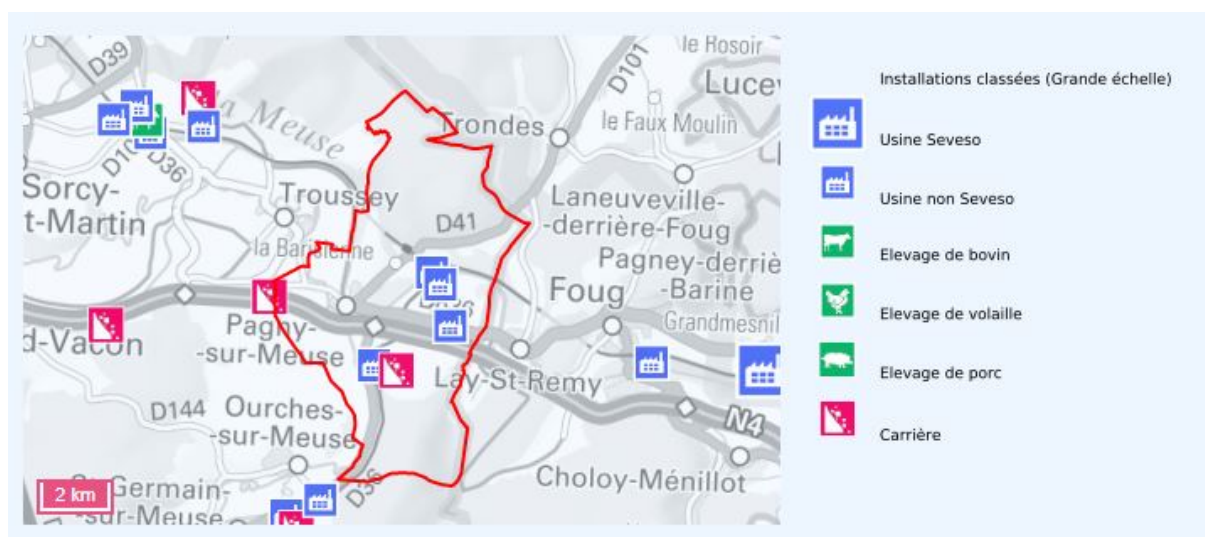


Source : georisques.gouv.fr

Le site du projet n'est pas concerné par une exposition faible à l'aléa retrait-gonflement d'argile.

Les installations industrielles : Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de

l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité. 5 sites sont recensés sur la commune.

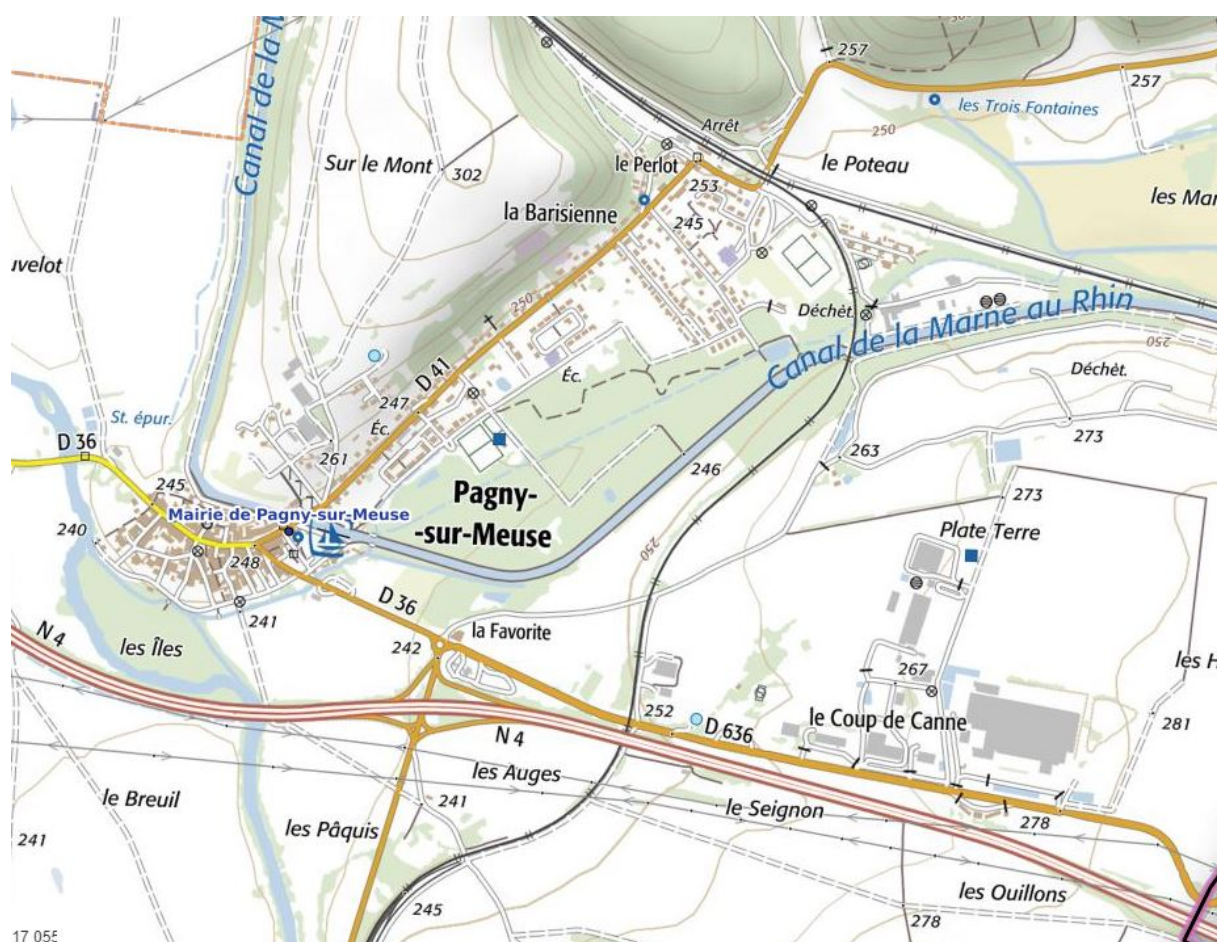


Source : georisques.gouv.fr

LE PROJET D'INSTALLATION D'UNE STATION-SERVICE D'HYDROGÈNE VERT

1) Contexte

Le projet faisant l'objet de la présente procédure se situe sur la Zone d'activité Les Herbues, à l'est de la partie urbanisée. Le choix de d'implantation à Pagny-sur-Meuse est particulièrement motivée par l'emplacement stratégique de la commune : à proximité direct de la Route Nationale 4 pour capter le flux camions ainsi que son important acteur local avec la plateforme logistique d'Intermarché (parmi d'autres). Concernant l'emplacement ciblé, la mitoyenneté avec l'AS24 valorise la pertinence du projet et permet d'apporter une offre de carburant complémentaire à celle déjà proposée sur le territoire pour les camions et ce, sans détourner le flux poids lourds existant.

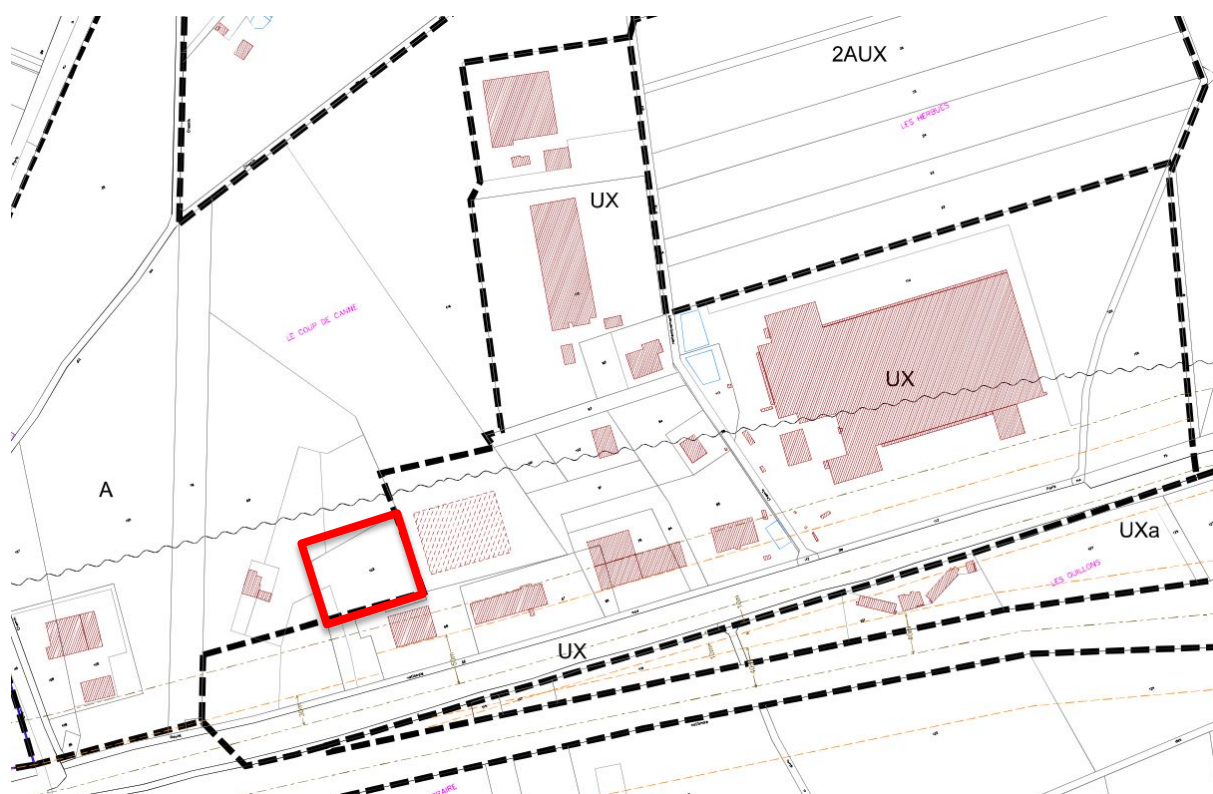


LOCALISATION DU SITE A PAGNY-SUR-MEUSE

Source : D'après fond de carte IGN, Géoportail.fr.

Distry est une société filiale du groupe SAMFI Invest. Cette dernière a diversifié ses activités dans le domaine de l'énergie et du transport. Elle propose des solutions complètes pour la mise en place de stations de distribution d'hydrogène et le cas échéant, de gaz naturel pour la mobilité.

Dans le cadre du plan de relance, la société Distry cherche une parcelle d'implantation sur la zone de Pagny-sur-Meuse pour son projet de station de distribution d'hydrogène en raison du fort potentiel poids lourds et de la RN4 à proximité de la zone.



Extrait du zonage actuellement en vigueur.

Dans le PLU en vigueur, une partie de la parcelle concernée par le projet est classée en zone A. Le règlement de la zone A ne permet pas l'implantation de bâtiments économiques. Or, Les 4000m² restant en zone UX ne permettent pas l'implantation de la station ou de tout autre bâtiment en raison de sa forme et de son implantation géographique (voie d'accès très large puis forme étroite et biscornue laissant peu de place à la construction). C'est pourquoi il convient de rendre compatible le PLU afin de permettre ce projet. Pour cela, il s'agit d'étendre la limite de la zone UX de sorte à y intégrer l'ensemble de la parcelle cadastrée ZI 103. Seule cette parcelle permettrait l'implantation de la station-service d'hydrogène vert.

L'objectif de cette mise en compatibilité est de permettre l'implantation de ce projet sur la commune.

2) Justification de l'intérêt général

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Pagny-sur-Meuse a pour objectif de permettre l'implantation du projet de la société Distry au sein de la zone Les Herbues.

D'ici sept ans, les énergies nouvelles représenteront plus de 20 % des produits délivrés dans les stations-service.

L'enjeu est crucial : pour réussir la transition énergétique, pour que les véhicules non polluants puissent circuler et se développer, il faut bâtir un maillage important de stations-service hydrogène.

Face aux défis de la mutation énergétique de la société, l'hydrogène offre un potentiel pour l'intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique et de décarbonation des usages finaux des énergies fossiles.

Utilisé à ce jour essentiellement dans la chimie ou le raffinage, ce vecteur d'énergie pourrait contribuer à décarboner certains secteurs industriels, assurer le stockage de l'électricité ou alimenter le secteur des transports.

Responsable de 23 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le transport s'impose comme un dossier majeur de la transition énergétique, l'hydrogène apparaît de plus en plus comme une solution d'évidence.

La société Distry a pour souhait d'implanter des stations-services d'hydrogène vert sur l'ensemble du territoire français, à destination principalement des poids lourds.

Ce projet est donc motivé par la volonté de la commune de Pagny-sur-Meuse et de la Communauté de communes d'encourager le développement des recours aux énergies alternatives sur son territoire.

La commune de Pagny-sur-Meuse, par sa localisation attractive et multimodale (RN 4 + voie ferrée + canal) aux portes du Toulais, offre un potentiel important pour l'implantation d'une station-service d'hydrogène vert à destination principalement des poids lourds. Ce projet s'inscrit pleinement dans l'application de l'article L.102-2 du code de l'urbanisme « [...] 7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. ».



Le projet permettrait donc de répondre aux volontés nationales et aux ambitions de la collectivité et fait ainsi figure de projet d'intérêt général.

3) Description du projet

Bien que l'entreprise ne possède pas la maîtrise foncière du terrain, le propriétaire est favorable à la vente de la parcelle ZI 103. La surface totale représente 11 198 m². Une partie est déjà classée en zone UX (4 200 m²). L'objectif est donc d'intégrer l'ensemble de la parcelle à la zone UX (7 000 m²).

Le terrain d'assiette du projet est actuellement occupé par un terrain vague.



Photographies : À gauche, prise de vue Sud-Ouest/Nord-Est. À droite, prise de vue Nord-Est/ Sud-Ouest. NEGE, 2021.

- **Aspects techniques** : Stockage d'hydrogène sur site inférieur à 1 tonne pour rester sous le seuil d'autorisation ICPE. Possibilité de mise en place d'une production sur site sous contrainte de passer sous le régime d'autorisation.
- **Exploitation** :
 - Approvisionnement en hydrogène : L'approvisionnement en hydrogène de la station sera effectué par camions (sous forme de cadres : bouteilles sous pression pour l'hydrogène) à une rotation inférieure à 1 camion par jour. Dans le cas où la rotation d'approvisionnement par camion serait supérieure à 1 tonne par jour pour l'hydrogène, la mise en place d'une production sur site sera envisagée.
 - Capacité de remplissage des véhicules en hydrogène : Le seuil des 1 tonne de stockage sur site permet d'alimenter un certain nombre de véhicules, chaque véhicule pouvant emmagasiner en moyenne
 - 3 kg pour un véhicule léger ou utilitaire léger,
 - 30 kg pour un bus, une benne à ordures, ou un camion > 27 tonnes.
 - 50 kg pour un camion > 27 tonnes.

A titre indicatif, une tonne d'hydrogène permet de remplir 100 véhicules légers, 10 bus, 8 camions / ou 40 camions.

- **Bornes de recharges électriques** :

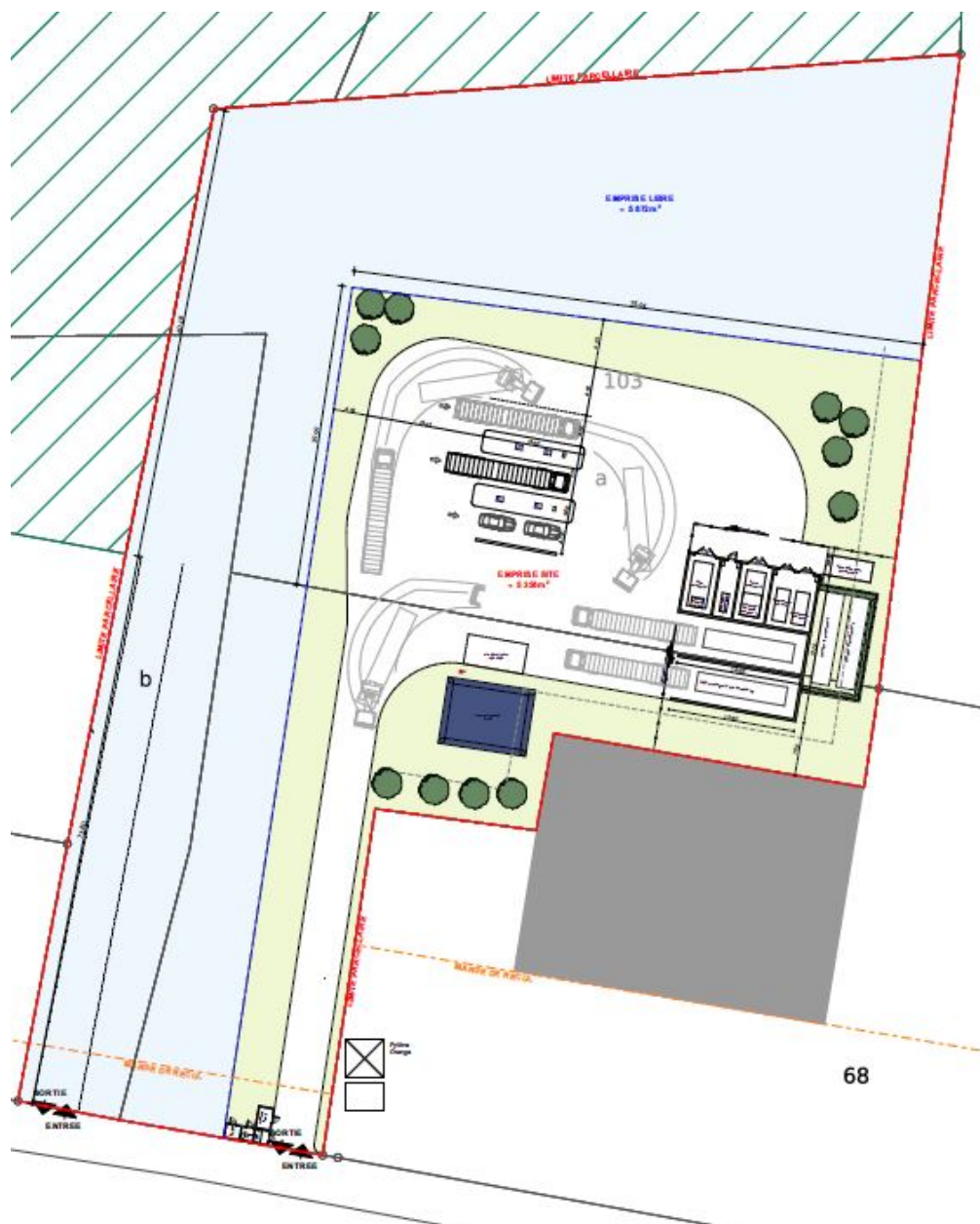
La station pourra être dotée d'au moins 4 places pour la recharge de véhicules électriques à haute puissance.

- **Lancement de la station** :

Durant les premiers mois d'exploitation de la station, et afin d'habituer les utilisateurs au remplissage des véhicules en hydrogène et assurer le bon fonctionnement de la station, un employé sera dédié au site.

- **Maintenance** :

Maintenance mensuelle comprenant : purge des systèmes, vérification des organes de sécurité vérification des équipements, changement des pièces d'usure.



Sur la totalité de la parcelle, un espace sera laissé libre. Néanmoins la déclaration de projet porte sur l'entièreté de la parcelle. En effet, il s'agit de ne pas contraindre le projet si ce dernier vient à évoluer en fonction des caractéristiques du site. De plus, le terrain est plateformé et ne permet aucune utilisation agricole.

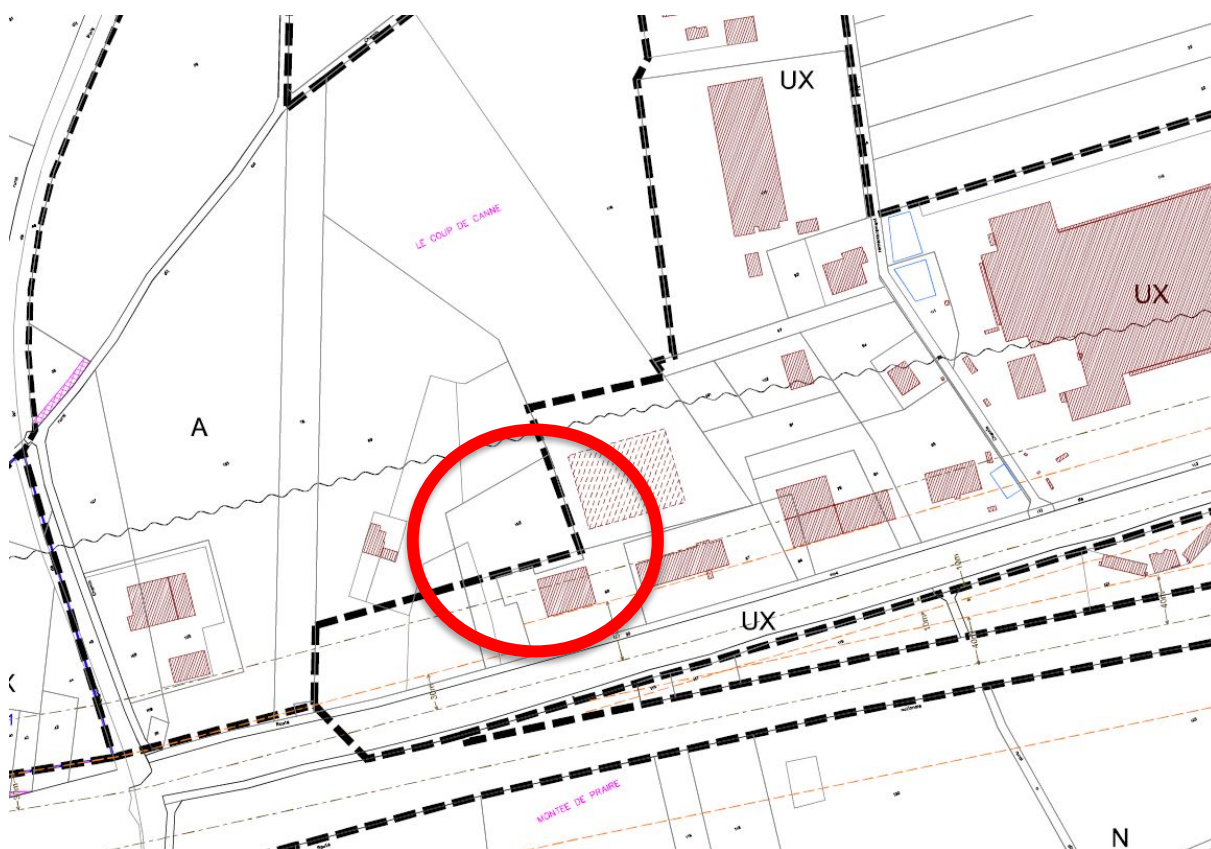
4) Modification du PLU

- **Le PLU en vigueur**

Le PLU de Pagny-sur-Meuse a été approuvé le 4 mars 2020.

- **Articulation du projet avec la mise en compatibilité du PLU**

Le site du projet et d'implantation de la station-service d'hydrogène vert nécessite la mise en compatibilité du PLU de la commune pour être réalisé car en l'état, le projet ne peut se faire sur la parcelle concernée. En effet, cette parcelle, auparavant classée en zone constructible sous l'égide de l'ancien Plan d'Occupation des Sols, a été classée par erreur en zone A dans le cadre de l'élaboration du PLU, rendant impossible toute construction.



Afin de pouvoir envisager la réalisation du projet sur le site, il faut donc apporter des changements au PLU en modifiant le règlement graphique.

Pour se faire, la mise en compatibilité consiste à classer l'ensemble de la parcelle 103 en zone UX.



Source : extrait du zonage du PLU, NEGE, 2021.

La partie Nord de la parcelle, en bleu sur le plan ci-dessus représentent 7 000 m². Ces terrains, actuellement classés en zone A doivent être intégrés à la zone UX afin que le projet puisse être réalisé.



Zonage actuel du PLU : une partie de la parcelle 103 se situe en zone agricole.



Le projet de mise en compatibilité permet de rattacher cet ensemble en bleu à la zone Ux.

La réglementation impose la réalisation d'une étude environnementale dans le cadre

de la mise en compatibilité du PLU. Cette évaluation fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale (la MRAe). Cet avis est rendu dans un délai de 3 mois.

LES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

1) Le cadre législatif

L'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale est conçue comme une étude d'impact. Elle est réalisée en application de l'article R. 121-14 du code de l'urbanisme qui précise : « *Font l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions prévues par la présente section :*

II.1 les plans locaux d'urbanisme qui permettent la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements mentionnés à l'article L.414-4 du code de l'environnement. »

L'article L.414-4 du code de l'environnement indique que lorsqu'ils sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site :

- les documents de planification qui, sans autoriser par eux-mêmes la réalisation d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations, sont applicables à leur réalisation ;
- les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ;
- les manifestations et interventions dans le milieu naturel ou le paysage.

Les articles R.414-19 à R.414-26 du code de l'environnement précisent les dispositions relatives à l'évaluation des incidences sur les sites Natura 2000.

L'article R.414-19 du code de l'environnement fixe dans son I, la liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Sont notamment concernés :

- les travaux et projets devant faire l'objet d'une étude ou d'une notice d'impact au titre des articles L.122-1 à L.122-3 et des articles R.122-1 à R.122-16 du code de l'environnement,
- les installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration au titre des articles L.214-1 à L.214-11 articles R.122-1 à R.122-16 du code de l'environnement.

L'article R.414-19 dispose par ailleurs dans son II, que « *Sauf mention contraire, les documents de planification, programmes, projets, manifestations ou interventions listés au I sont soumis à l'obligation d'évaluation des incidences Natura 2000, que le*

territoire qu'ils couvrent ou que leur localisation géographique soient situés ou non dans le périmètre d'un site Natura 2000. ».

L'article R.414-23 dispose que « Cette évaluation est proportionnée à l'importance du document ou de l'opération et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence. ».

L'article R.414-21 du code de l'environnement indique que « Le contenu de ce dossier peut se limiter à la présentation et à l'exposé définis au I à l'article R. 414- 23, dès lors que cette première analyse permet de conclure à l'absence d'incidence sur tout site Natura 2000 ».

L'article R.414-23 décrit le contenu du dossier d'évaluation des incidences Natura 2000. Il dispose que le dossier comprend dans tous les cas :

« 1° **Une présentation simplifiée du document de planification, ou une description du programme, du projet, de la manifestation ou de l'intervention**, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni » ;

« 2° **Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification, le programme, le projet, la manifestation ou l'intervention est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000** ; dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, ou du programme, projet, manifestation ou intervention, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation. ».

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, l'évaluation des incidences doit être poursuivie et prévoir des mesures pour supprimer ou réduire les effets dommageables. Si des effets dommageables subsistent après cette première série de mesures, des mesures de compensation doivent être mises en œuvre.

En plus des enjeux de préservation de la « nature du quotidien », ces espaces constituent également des zones d'intérêt majeur pour la préservation de la flore et

de la faune remarquable voire exceptionnelle, et doivent de ce fait faire l'objet d'un encadrement tout particulier dans le cadre du PLU de la commune.

Ces sites sont dotés d'un Document d'Objectifs (DOCOB) qui permet de bien cibler les actions à entreprendre pour la conservation de la biodiversité dans le cadre du réseau Natura 2000.

1) L'objet de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU

La commune de Pagny-sur-Meuse couvre une superficie de 1881 hectares, dans le Centre-Est du département de la Meuse (communes riveraines de Meuse : Troussey, Ourches-sur-Meuse, Saint-Germain-sur-Meuse) en limite avec le département de Meurthe-et-Moselle (communes riveraines de Meurthe-et-Moselle : Trondes, Foug, Lay St Rémy).

La commune se situe sur des axes biogéographiques et économiques importants :

- vallée de la Meuse,
- front des Côtes de Meuse et du Toulais,
- ancienne confluence Meuse / Moselle avant la capture de la Moselle par la Meurthe,
- RN4,
- canal de la Marne au Rhin,
- voie ferrée Nancy – Bar le Duc – Paris.

D'un point de vue environnemental, la commune est concernée par plusieurs espaces sensibles.

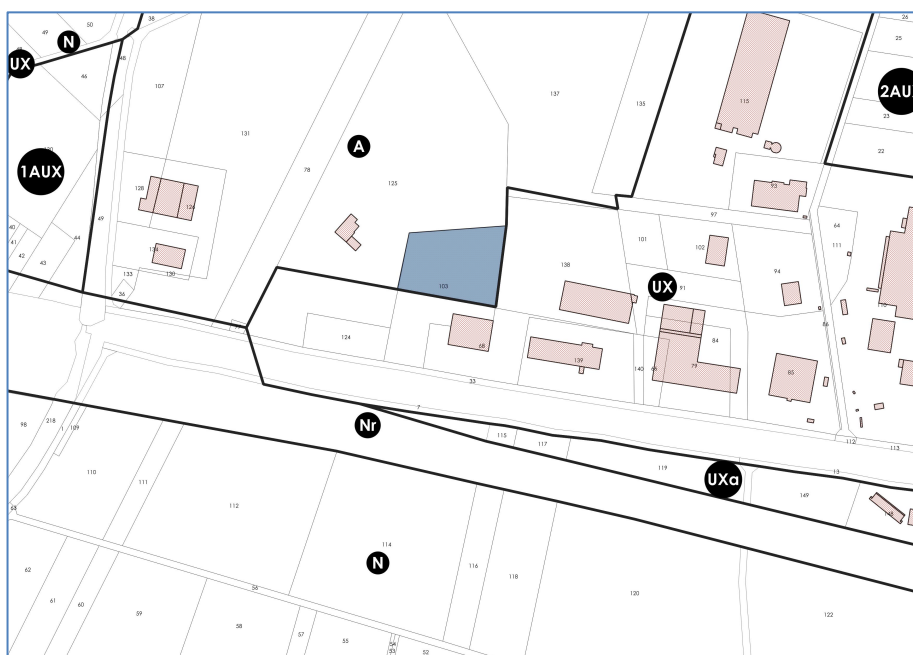
Trois périmètres de protection du captage d'eau des Marais (immédiat, rapproché, éloigné) sont présents sur le territoire communal, mais il existe un second captage potentiel « Sous-Chaput ».

Le marais de Pagny-sur-Meuse et la vallée de la Meuse constituent deux espaces à haute valeur environnementale mis en évidence par leur inscription au réseau Natura 2000, à l'inventaire Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) et aux Espaces naturels Sensibles du département de la Meuse (ENS Meuse).

Le marais de Pagny sur Meuse et une île de la Meuse font l'objet d'une gestion par le Conservatoire des espaces naturels de Lorraine.

La commune s'individualise également par des activités économiques importantes s'appuyant sur une zone d'activités, une carrière de roche massive calcaire et une Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND).

Déclaration de projet – PLU de Pagny-sur-Meuse - 2021



Le classement actuel des terrains : zone Agricole



Il s'agit donc de classer les 7 000m² nécessaire à l'implantation du projet en zone Ux.

Le projet ne remet pas en cause les orientations du PADD. En ce sens, le PLU ayant été approuvé en mars 2020 il est lui-même compatible avec les documents de portée supérieure (SRADDET, PPRI, PGRI & SDAGE notamment). Le projet ne remet donc pas en cause les orientations de ces plans et programmes de niveau supérieur.

2) Incidences sur les zones NATURA2000

Le territoire communal est concerné par 2 sites Natura, retenus à la fois au titre de la directive européenne « Oiseaux » en tant que Zone de Protection Spéciale (ZPS) et de la directive européenne « habitat, faune, flore » en tant que Zone de Conservation Spéciale (ZSC) :

- **Marais de Pagny-sur-Meuse**

- o ZPS FR 4110061
- o ZSC FR 4100216

- **Vallée de la Meuse**

- o ZPS FR 4112008
- o ZSC FR 4100236

a) Marais de Pagny-sur-Meuse

Cet ensemble de 70 ha, s'étendant à cheval sur les départements de la Meuse (Pagny-sur-Meuse) et la Meurthe et Moselle (Lay Saint Rémy, Trondes) a été retenu pour la présence d'habitats biologiques et d'espèces d'intérêt communautaire dont les plus déterminantes sont :

- Marais alcalin
- Liparis de Loesel
- Marisque
- Agrion de mercure
- Sonneur à ventre jaune
- Lamproie de planer

Une partie de ce site est gérée depuis plus de 30 ans par le Conservatoire des espaces naturels de Lorraine (Cen Lorraine), essentiellement par pâturage extensif équin avec une race primitive (Konik polski).

Une autre partie, initialement plantée en Peuplier (21 ha) est maintenant en gestion par le CEN Lorraine qui a programmé la restauration du ruisseau du marais, exutoire de l'ensemble du marais, anciennement recalibré et rectifié. Le site Natura 2000 est composé des habitats biologiques d'intérêt communautaire et d'habitats d'espèces végétales et animales (hors oiseaux).

Liste des habitats biologiques d'intérêt communautaire

Habitats biologiques	Code Natura 2000	Surface
Eau calcaire	3140	/
Marais à molinie	6410	7,37 ha
Végétation à <i>Cladium mariscus</i>	7210	1,93 ha
Source d'eau dure du <i>Cratoneurion</i>	7220	
Tourbière basse alcaline	7230	19,28 ha

Liste des espèces d'intérêt communautaires

Habitats biologiques	Habitats	Population
Liparis de Loesel (<i>Liparis loeselii</i>)	tourbière alcaline	50 à 2000
Agrion de mercure (<i>Coenagrion mercurial</i>)	ruisseau	> 600
Vertigo de Moulin (<i>Vertigo moulinsiana</i>)	carrière de la tourbière	> 1000
Chabot (<i>Cottus gobio</i>)	ruisseau	6 individus (2006)
Loche de rivière (<i>Cobitis taenia</i>)	ruisseau	1 individu (2000)
Lamproie de planer (<i>Lampetra planeri</i>)	ruisseau	3 individus (2000)
Sonneur à ventre jaune (<i>Bombina variegata</i>)	fossé Ornières	Non revu

Ce site Natura 2000 étant également retenu au titre de la directive « oiseaux » comprend les espèces d'intérêt communautaire nicheuses dans le site :

Liste des oiseaux nicheurs d'intérêt communautaire

Espèces	Statut	Habitats
Milan noir (<i>Milvus migrans</i>)	nicheur	Boisement du marais
Martin pêcheur (<i>Alcedo atthis</i>)	nicheur	Berge étang
Pie-Grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>)	nicheur	Prairie et haies

En revanche, les 3 espèces de Busards (Busard cendré – des roseaux – St Martin) d'intérêt communautaire et historiquement nicheuses dans le marais ne sont plus observées depuis de nombreuses années.

b) Vallée de la Meuse

La ZPS « Directive oiseaux » n° FR 4112008 correspond à un complexe alluvial composé du cours d'eau et de ses annexes, de prairies inondables, de marais, de forêts alluviales et de milieux secs type pelouses calcaires sur certains coteaux.

Élément majeur et structurant du paysage, la Meuse constitue l'artère centrale du site Natura 2000. Avec un espace largement dominé par des prairies inondables, la richesse écologique du site est liée au rythme lent du fleuve qui serpente librement dans une large et belle vallée.

L'espèce aviaire déterminante du site Natura 2000 est le Rôle des genêts.

Le site Natura 2000 est composé des habitats d'oiseaux dont les espèces d'oiseaux inscrites à l'annexe I de la Directive Oiseaux sont indiquées en gras.

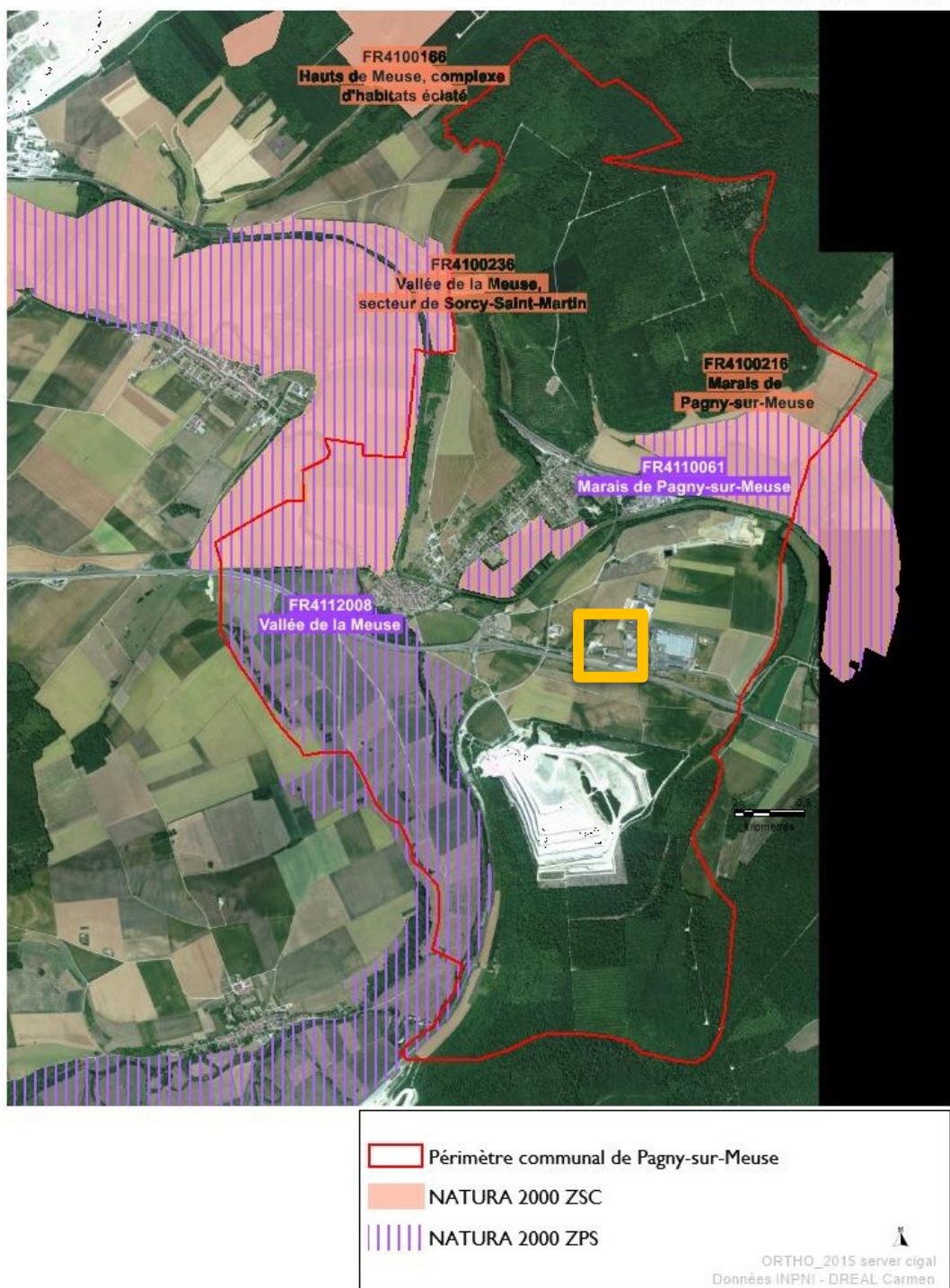
Liste d'espèces d'oiseaux

Aigle botté (<i>Hieraaetus pennatus</i>)	Cygne chanteur (<i>Cygnus cygnus</i>)
Aigle pomarin (<i>Aquila pomarina</i>)	Cygne tuberculé (<i>Cygnus olor</i>)
Aigrette garzette (<i>Egretta garzetta</i>)	Echasse blanche (<i>Himantopus himantopus</i>)
Alouette lulu (<i>Lullula arborea</i>)	Epervier d'Europe (<i>Accipiter nisus</i>)
Avocette élégante (<i>Recurvirostra avosetta</i>)	Faucon crécerelle (<i>Falco tinnunculus</i>)
Balbuzard pêcheur (<i>Pandion haliaetus</i>)	Faucon émerillon (<i>Falco columbarius</i>)
Bécassine sourde (<i>Limnocryptes minimus</i>)	Faucon hobereau (<i>Falco subbuteo</i>)
Bondrée apivore (<i>Pernis apivorus</i>)	Faucon pèlerin (<i>Falco peregrinus</i>)
Busard cendré (<i>Circus pygargus</i>)	Foulque macroule (<i>Fulica atra</i>)
Busard des roseaux (<i>Circus aeruginosus</i>)	Gallinule poule-d'eau (<i>Gallinula chloropus</i>)
Busard Saint-Martin (<i>Circus cyaneus</i>)	Grand Cormoran (<i>Phalacrocorax carbo</i>)
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)	Grand-Duc d'Europe (<i>Bubo bubo</i>)
Caille des blés (<i>Coturnix coturnix</i>)	Grande Aigrette (<i>Egretta alba</i>)
Canard chipeau (<i>Anas strepera</i>)	Grèbe castagneux (<i>Tachybaptus ruficollis</i>)
Canard colvert (<i>Anas platyrhynchos</i>)	Grèbe huppé (<i>Podiceps cristatus</i>)
Canard pilet (<i>Anas acuta</i>)	Grive litorne (<i>Turdus pilaris</i>)
Canard siffleur (<i>Anas penelope</i>)	Grue cendrée (<i>Grus grus</i>)
Canard souchet (<i>Anas clypeata</i>)	Guêpier d'Europe (<i>Merops apiaster</i>)
Chevalier sylvain (<i>Tringa glareola</i>)	Harle piette (<i>Mergus albellus</i>)
Cigogne blanche (<i>Ciconia ciconia</i>)	Héron cendré (<i>Ardea cinerea</i>)
Cigogne noire (<i>Ciconia nigra</i>)	Héron pourpré (<i>Ardea purpurea</i>)
Combattant varié (<i>Philomachus pugnax</i>)	Hibou des marais (<i>Asio flammeus</i>)
Courlis cendré (<i>Numenius arquata</i>)	Hirondelle de rivage (<i>Riparia riparia</i>)
Martin-pêcheur d'Europe (<i>Alcedo atthis</i>)	Milan noir (<i>Milvus migrans</i>)
Milan royal (<i>Milvus milvus</i>)	Mouette rieuse (<i>Larus ridibundus</i>)
Oie cendrée (<i>Anser anser</i>)	Petit Gravelot (<i>Charadrius dubius</i>)
Pic cendré (<i>Picus canus</i>)	Pic mar (<i>Dendrocopos medius</i>)
Pic noir (<i>Dryocopus martius</i>)	Pie-grièche écorcheur (<i>Lanius collurio</i>)
Pluvier doré (<i>Pluvialis apricaria</i>)	Râle des genêts (<i>Crex crex</i>)
Sarcelle d'été (<i>Anas querquedula</i>)	Sarcelle d'hiver (<i>Anas crecca</i>)
Sterne pierregarin (<i>Sterna hirundo</i>)	Vanneau huppé (<i>Vanellus vanellus</i>)

La ZSC « Directive Habitat – Faune – Flore » n°FR4100236 concerne la vallée de la Meuse et se prolonge sur des coteaux au droit de pelouses calcaires. Elle a été définie pour la présence d'habitats biologiques d'intérêt communautaire et notamment des prairies naturelles de fauche et les pelouses calcaires.

La ZSC et la ZPS se superposent partiellement. Elles concernent toutes les deux les prairies inondables en aval de la Rn 4. La ZPS s'étend plus au Sud vers Ourches sur Meuse.

PAGNY-SUR-MEUSE SITES NATURA 2000 ZSC - ZPS



Source : Carte issue de l'évaluation environnementale du PLU de Pagny-sur-Meuse.
ECOLOR
Le projet se situe au sein du carré orange.

3) Mesures pour éviter et réduire les effets négatifs du projet sur les zones NATURA 2000

a) Incidences directes

La zone du projet de la société Distry n'est pas concernée par une zone NATURA 2000 (Cf carte précédente, la localisation du projet par rapport aux zones NATURA 2000).

b) Incidences indirectes

Le classement en zone UX de l'ensemble de la parcelle 103 n'entraîne pas d'incidence indirecte. Elle ne se situe pas aux abords des deux zones Natura 2000 de la vallée de la Meuse. Le projet ne dégradera pas des habitats biologiques d'espèces d'intérêt communautaire en dehors des sites NATURA 2000.

Pour les sites Natura 2000 du marais de Pagny-sur-Meuse, le même constat est fait puisque le site est éloigné de ces espaces remarquables et n'aura aucune incidence sur leur richesse écologique.

- Incidences indirectes sur les habitats biologiques

La parcelle du projet est actuellement occupée par un terrain vague. Aucun habitat biologique ne se trouve sur le site.

Le projet n'impacte aucun habitat déterminant du marais de Pagny-sur-Meuse (tourbière, suintement calcaire, prairie à Molinie).

Le projet n'a donc pas d'incidence indirecte sur les habitats biologiques du site Natura 2000 du marais de Pagny-sur-Meuse.

- Incidences indirectes sur la qualité des habitats biologiques

De manière générale, l'urbanisation peut induire des rejets vers la zone Natura 2000, notamment en termes d'eaux usées et ainsi dégrader par eutrophisation les habitats biologiques.

Le projet se raccordera aux réseaux existants qui se situent à proximité immédiate. En effet la première partie de la parcelle actuellement classée en zone UX bénéficie déjà des réseaux. Il n'y aura pas ainsi de rejets directs d'eaux usées vers les milieux sensibles et notamment vers le site Natura 2000. L'ensemble des entreprises présentes sur la zone dispose d'un assainissement autonome.

- Incidences sur les espèces l'intérêt

communautaire

La zone du projet ne correspond pas aux habitats des espèces d'intérêt communautaire. Dans ces conditions, il n'y a pas d'incidence indirecte sur les populations de ces espèces qui conserveront leur état de conservation actuel.

Il n'y a pas d'incidence indirecte sur la qualité des eaux du ruisseau des marais, et par conséquent, sur les poissons et insectes d'intérêt communautaire.

4) Conclusions des incidences sur les objectifs de conservation

	Marais de Pagny sur Meuse FR 4100216 FR 4110061	Vallée de la Meuse FR 4112008 FR 4100236
Le projet risque-t-il :		
de retarder ou d'interrompre la progression vers l'accomplissement des objectifs de conservation du site ?	NON	NON
de déranger les facteurs qui aident à maintenir le site dans des conditions favorables ?	NON	NON
d'interférer avec l'équilibre, la distribution et la densité des espèces clés qui agissent comme indicateurs de conditions favorables pour le site ?	NON	NON
de changer les éléments de définition vitaux (équilibre en aliments par exemple) qui définissent la manière dont le site fonctionne en tant qu'habitat ou écosystème ?	NON	NON
de changer la dynamique des relations (entre par exemple sol et eau ou plantes et animaux) qui définissent la structure ou la fonction du site ?	NON	NON
d'interférer avec les changements naturels prédits ou attendus sur le site par exemple, la dynamique des eaux ou la composition chimique) ?	NON	NON
de réduire la surface d'habitats clés ?	NON	NON
de réduire la population d'espèces clés ?	NON	NON
de changer l'équilibre entre les espèces ?	NON	NON
de réduire la diversité du site ?	NON	NON
d'engendrer des dérangements qui pourront affecter la taille des populations, leur densité ou l'équilibre entre les espèces ?	NON	NON
d'entraîner une fragmentation ?	NON	NON
d'entraîner des pertes ou une réduction d'éléments clés (par exemple : couverture arboricole, exposition aux vagues, inondations annuelles, etc.) ?	NON	NON

Au regard du classement proposé par le projet de mise en compatibilité du PLU (zone Ux), celui-ci est sans effet sur le site NATURA 2000 :

- Le projet n'a donc pas d'incidence sur les habitats d'intérêt communautaire
- Le projet n'a donc pas d'incidence sur les espèces d'intérêt communautaire.
- Le projet n'a aucun effet négatif sur les continuités écologiques (conservation des prairies inondables et boisements rivulaires de Meuse et de formation marécageuses et tourbeuses du marais de Pagny-sur-Meuse).
- Le projet n'entraîne pas d'incidence négative significative sur l'état de conservation des habitats et des espèces et de la fonctionnalité du réseau Natura 2000.

5) Mesures pour compenser les effets négatifs du projet sur les zones Natura 2000

En l'absence d'incidences avérées sur les sites Natura 2000, il n'est pas prévu de mesures de compensation en faveur des sites Natura 2000.

6) Incidences environnementales

Cette partie traite des incidences du PLU sur les ZNIEFF, les Espaces Naturels Sensibles du département de la Meuse et sur les espaces gérés par le Conservatoire des Espaces Naturels de Lorraine ainsi que sur les espèces protégées et patrimoniales qui leurs sont associées.

Les marais de Pagny sur Meuse et de Morte Fontaine forment une entité patrimoniale d'intérêt européen inscrite en **ZNIEFF et ENS 55** et faisant en très grande partie l'objet d'une gestion par le Conservatoire des Espaces Naturels de Lorraine (Gestion de 31,2 ha pour le marais de Pagny sur Meuse et de 19,43 ha pour Morte Fontaine).

➤ Incidence sur le marais de Pagny-sur-Meuse

Le site du projet est éloigné de l'ensemble du marais de Pagny-sur-Meuse qui est classé en zone Ns (Zone Naturelle Sensible) au PLU.

Le projet ne se situe donc pas dans son bassin versant. Le projet n'a donc aucune incidence directe ou indirecte sur cet espace naturel remarquable.

➤ Incidence sur le marais de Morte Fontaine

Le marais de Morte Fontaine (classement Ns) correspond à une ancienne peupleraie qui avait été plantée dans les années 1980. En 2013, cet espace a fait l'objet d'un bail emphytéotique de 33 ans avec le CEN Lorraine.

Cet espace ayant été dégradé par la peupleraie fait aujourd'hui l'objet d'un programme de restauration du ruisseau du Moulin qui traverse ce marais et dont le fonctionnement hydrologique est déterminant pour la restauration du site.

Cet espace est éloigné de la zone du projet.



Localisation du projet et des ZNIEFF : source : CARMEN, DREAL.



Localisation du projet et des ENS : source : CARMEN, DREAL.

Le classement en zone Ux du terrain ne remet pas en cause les espaces naturels remarquables ou les espèces patrimoniales protégées.

Aucune incidence sur ces espaces naturels n'est attendue.

7) Incidences sur le milieu physique

➤ Ambiance sonore

La RN4 et la voie ferrée sont considérées comme des infrastructures bruyantes :

Catégorie 2 pour la RN 4 avec une bande affectée par le bruit de 250 m ;
Catégorie 1 pour la voie ferrée avec une bande affectée par le bruit de 300 m.

Les projets situés en-deçà de la limite des 250m de la RN4 sont admis sous condition. En effet, le règlement du PLU de la zone Ux précise « *Le règlement de la zone Ux stipule que « en-deçà des limites d'exposition aux bruit émis depuis la RN4, les constructions à usages de logements, de magasins, de bureaux, doivent respecter les prescriptions en matière d'isolation acoustique applicables aux abords d'une infrastructure bruyante, tels que fixées par les textes en vigueur au moment de l'instruction de la demande d'autorisation de construire. »*. Ainsi, les d'activités futures sont admises sous condition.

➤ Ressource en eau et qualité de l'eau

Le règlement interdit les prises d'eau souterraine en zone urbaine et urbanisable. Il préconise l'infiltration et la récupération des eaux pluviales, tout en permettant le système de rétention et de stockage. Les prescriptions vis-à-vis du captage d'eau potable sont rappelées.

Le règlement du PLU impose dans toutes les zones constructibles que les constructions soient raccordées au réseau d'assainissement collectif ou fassent l'objet d'un assainissement autonome conforme, sans rejet dans le milieu naturel.

Le rejet des eaux industrielles dans le réseau d'assainissement doit être compatible avec le système d'assainissement collectif.

Le projet de la société Distry devra donc se conformer aux règles d'urbanisme du PLU, notamment le règlement de la zone Ux.

➤ Qualité de l'air

Aujourd'hui, la qualité de l'air est qualifiée de bonne, sur l'ensemble de la région. La Lorraine connaît de forts épisodes de pollution aux poussières fines au cours des saisons hiver et printemps. Notamment en février et mars, où le seuil d'informations et de recommandations fixé à 50 µg/m³ en moyenne sur 24 heures est régulièrement dépassé. Ceci s'explique d'une part par des conditions météorologiques peu propices à une bonne dispersion des polluants atmosphériques et, entre autres, par une hausse des besoins énergétiques pour se chauffer. Le projet étant porté par l'objectif de déployer l'hydrogène vert, notamment pour les poids lourds, il n'entraînera aucune dégradation de la qualité de l'air.